

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

23<sup>ème</sup> année - N° 4197 - Mercredi 31 Août 2022 - Prix : 200 Fc

**HYDROGAZ**

## Le prix de la bouteille de gaz de 12 kg passe à 14 400 FC



*Après la hausse des prix de produits pétroliers, c'est le tour du gaz de voir son prix augmenter. Dans une note de service la SCH annonce que le kg de gaz pour les concessionnaires passe de 825 FC à 1 125 FC (y compris le frais de déplacement 23 FC) et de 900 FC à 1 200 FC pour le consommateur. Aujourd'hui pour recharger une bouteille de 12 kg, il faut 14 400 FC chez Hydrogaz.*

Chaque jour apporte son lot de hausse des tarifs, qui ne font qu'impacter le pouvoir d'achat du consommateur. Et malheureusement jusqu'à présent aucune mesure d'accompagnement n'a

été mise en place par l'Etat à part subventionner les sociétés. Aujourd'hui, c'est le tour d'Hydrogaz d'annoncer la modification des prix du gaz. Dans une note de service, la Société Comorienne des Hydrocarbures annonce que le kilo du gaz pour les concessionnaires passe de 825 FC à 1 125 FC (y compris le frais de déplacement 23 FC) et de 900 FC à 1 200 FC pour le consommateur. « Il est porté à la connaissance de notre clientèle qu'en raison de l'augmentation importante et continue du prix du gaz sur le marché international, nous vous informons que les prix du Gaz et accessoires sont modifiées, ainsi qu'il soit et ce à compter du 30 aout

2022 », lit-on sur cette note.

La note précise que les prix de la consigne de bouteilles restent inchangés. La bouteille de 33 kg est à 25 000 FC, la bouteille de 12 kg à 10 000 FC et celle de 06 kg à 6 000 FC. Et les prix des accessoires : détenteur 5 500 FC, tuyaux 2 750 FC. Aujourd'hui pour acheter la bouteille plus la charge, le client doit déboursier 24 400 FC pour le 12 Kg et 13 200 FC pour le 06 Kg. Et pour recharger, il te faut 14 400 FC pour le 12 Kg et 7200 FC pour le 06 Kg. La bouteille de 36 Kg n'est pas encore sur le marché.

Nassuf Ben Amad

### Rectificatif

Dans l'article publié en Une de son édition d'hier mardi 30 août, La Gazette des Comores s'est trompée, en titrant « Bras de fer entre les agents de sécurité de la SCP et le directeur des douanes ». Le journaliste auteur de l'article avait fait une malencontreuse confusion, puisque le directeur des Douanes n'était nullement concerné par ce conflit social. Notre jeune journaliste, qui s'était rendu sur le terrain pour son reportage, a recueilli les propos des uns et des autres, sans avoir su faire la distinction entre les deux institutions qui cohabitent dans la même enceinte portuaire.

Il pensait qu'en parlant de « supérieurs hiérarchiques », les agents de la Société comorienne des ports, désignaient la direction des douanes, ce qui n'est pas exact et pourrait induire en erreur nos lecteurs. Le bras de fer en question concerne les agents de sécurité de la SCP et la direction de la SCP. La Rédaction du journal, a néanmoins pris soins de corriger cette erreur dans sa version publiée sur le site Internet et sur la page Facebook de La Gazette des Comores, qui présente ici ses excuses auprès de la Direction des Douanes.

## LITTÉRATURE

# Abdallah Halifa prince du Domba, «l'Homme de synthèse»

Après Oungoni, Mohamed Abdallah Halifa a présenté son œuvre "Abdallah Halifa, prince du Domba au sommet de l'Etat" dédié au parcours de son père, Abdallah Halifa ancien président de l'Assemblée Fédérale sous deux régimes.

Il y'a quelque chose de très mystérieux mais aussi qui fascine bon nombre de comorien face à la personnalité du très honorable Abdallah Halifa, président de l'Assemblée Fédérale. C'est d'avoir su rester foncièrement attaché à ses racines de Domba tout en ayant connu les ors de la République, que ce soit au gouvernorat de l'île au côté du tribun Said Hassane Said Hachim, à l'Assemblée Fédérale en tant que questeur au côté du président Taki Abdoukarim ou en tant que conseiller politique du président Djohar. Infirmier de formation, rien

ne disposait ce descendant de Mfaume Madjuwani donc arrière petit fils du Sultan-Poète Mbaye Trambwe wa Ntibe Mlanao à devenir un personnage central de l'histoire politique de notre pays. Né dans le fin fond du Domba (Ungoni), Abdallah Halifa a pourtant brisé tant de chaînes et de préjugés pour être l'un des hommes publics les moins clivants.

Dès son retour au pays, « Abdallah Halifa fut affecté à l'hôpital EI-Maarouf, et occupa le poste d'infirmier d'Etat », peut-on lire à la page 87. Des années plus tard, il fût affecté à l'hôpital de Mbeni en tant qu'infirmier en chef, une ville où il s'est énormément investi ou sa vie « était partagée entre la vie à l'hôpital, comme infirmier-chef, et celle à la ville, où il était un simple citoyen... jusqu'à devenir l'imam de la mosquée d'Ali wa Haziri ». Son parcours dans le domaine de la santé l'amena



jusqu'à devenir le premier directeur général de la pharmacie nationale sous la révolution Soilihiste. Après

le retour au pouvoir du président Ahmed Abdallah Abderemane, le prince du Domba « intégra le cabi-

net de la primature comme chargé de mission auprès du Premier Ministre Salim Ben Ali ».

Abdallah Halifa fut adoubé pour la première fois député du Domba en 1972 au temps de l'autonomie interne, un soutien que l'élu rendait bien à sa région. « Lorsqu'il devient, en 1987, président de l'Assemblée fédérale, il mit en œuvre, durant tout son mandat, tous les moyens légaux à sa disposition pour doter sa région d'une route bitumée ». Cet ancrage et l'amour que cet homme vouait à sa région est un exemple à nul autre pareille. « Le Domba l'avait porté au sommet de l'Etat, Abdallah le lui avait bien rendu en se mettant au service de sa population », comme l'auteur a tenu à préciser... Abdallah Halifa est lecteur fidèle de la presse nationale, notamment La Gazette des Comores qu'il lit chaque matin.

AS Badraoui

## ENVIRONNEMENT

## Une stratégie de surveillance adaptée contre la déforestation est mise en place

Depuis trois mois, le Parc national de Mohéli (PNM) a intensifié ses activités de suivi des infractions, de patrouilles dans les zones forestières (ZF). Durant tout ce temps, des opérations de nettoyage de la zone de non prélèvement (ZNP) de la forêt naturelle humide du Parc national ont été réalisées. L'objectif est d'avoir l'ascendant sur les auteurs d'infractions et reprendre le contrôle de la ZNP en délogeant les braconniers qui l'occupent. 381 hommes sont mobilisés pour assurer la continuité de ces patrouilles.

Un diagnostic du système de surveillance de la partie terrestre du PNM vient d'être lancé depuis le mois de mai dernier. Il est réalisé par Noé, une association française qui milite pour la protection de l'environnement appuyé par le

projet REDD+ du PNM mettant en place des activités qui aident à la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts.

Ce diagnostic fait état d'importantes pressions et menaces sur la forêt naturelle humide du Parc. Parmi lesquelles, on note principalement le défrichage pour de nouvelles parcelles agricoles en plein cœur de la forêt, les coupes de bois pour la distillerie d'ylang-ylang et les besoins domestiques. « Nous savons tous la grande richesse d'espèces emblématiques voire endémiques de la faune et flore qu'abrite la forêt naturelle humide du PNM. Cette forêt joue un rôle capital dans la vie des communautés locales notamment l'amélioration des conditions de vie par l'augmentation des revenus liés à l'agriculture, l'élevage et l'accès à la ressource en eau » explique Cheikdine

Saïd, chargé de communication et d'éducation environnementale du PNM.

Des opérations régulières de nettoyage de la ZNP sont également lancées et selon les responsables, vont continuer tous les mois avec au moins 2 opérations par mois. Il s'agit des opérations conjointes composées des agents du PNM, des éléments de la Force comorienne de défense (FCD) et de la gendarmerie nationale. L'objectif principal est d'avoir l'ascendant sur les auteurs d'infractions et reprendre le contrôle de la ZNP en délogeant les braconniers qui l'occupent. De juillet à août 2022, un grand effort de patrouilles a été réalisé. « Nous comptons un total mensuel de 381 hommes pour assurer les patrouilles dont 36 personnes dans les ZNP, 56 autres dans les ZUC, 149 hommes dans les ZUD et 136 autres



personnes dans des zones prioritaires de conservation » indique le chargé de communication du PNM. Ces opérations s'inscrivent dans une dynamique plus large et longue

visant à conserver et restaurer les quelques reliques de forêts naturelles de l'île et de ses espèces associées.

Riwad

## CENTRE DE SANTÉ À MITSOUJJE :

## La consultation réduite à 50 FC

Depuis le 1er juillet 2022, les consultations médicales sont fixées à 50 FC au centre de santé de Mitsoudjé district de Hambou. Pour Dr Mohamed

Djaloud qui assure l'intérim du directeur cette mesure vise à améliorer la qualité des soins et faciliter l'accès de la population aux consultations.



Dr Mohamed Djaloud.

Depuis le 1er juillet 2022, les consultations médicales sont fixées à 50 FC dans le centre de santé de Mitsoudjé district de Hambou, contre 2000 FC auparavant. Le docteur Mohamed Djaloud qui assure l'intérim du chef du centre explique que cette mesure fait partie du projet d'approche globale de renforcement du système de santé (Compass) mis en place par le gouvernement, et dont l'objectif est d'améliorer la qualité des soins et faciliter l'accès de la population à l'hôpital pour ceux qui n'ont pas les moyens.

« Le programme a débuté le 1er juillet 2022 et prendra fin le 1er juillet 2023. C'est une façon d'inciter les gens de venir à l'hôpital quand ils se sont

malades », annonce-t-il. Et d'ajouter « si avec 50 FC tu peux aller consulter un médecin, je pense que tout le monde peut se rendre à l'hôpital. Et également pour diminuer le taux de mortalité infantile et les décès lors des accouchements ». Mais, malgré la réduction des frais, les consultations n'ont pas augmenté. Selon lui, c'est un manque de sensibilisation.

« Depuis, qu'on a commencé ce programme en juillet dernier, j'ai eu 102 consultations. Ce mois d'août je suis à 115 consultations. Je pense qu'il y a eu une défaillance sur la sensibilisation. Il y a aussi l'état d'esprit des Comoriens. Malheureusement, on n'a pas l'habitude de voir des choses pareilles. Les gens se posent trop de questions, est-ce que c'est

vrai, pourquoi c'est 50 FC. Mais je crois que ceux qui sont déjà venus vont en parler aux autres et comprendront l'importance », tente-t-il d'expliquer.

Dans cette campagne de consultation à 50 FC, le docteur Mohamed Djaloud a cité aussi le centre de santé d'Ouzioui mais aussi de Mbeni. Il a profité de cette occasion pour annoncer qu'avec une association qui se trouve en France, le centre de santé de Mitsoudjé va lancer un programme de dépistage pour les autistes en décembre prochain. Ça sera l'occasion d'identifier les personnes qui ont un problème d'ouïe afin de traiter les patients.

Nassuf Ben Amad

## MUSIQUE

## Hayasa ! le tube en vogue de l'Eté

*Elle est devenue quelque part, une sorte d'hymne à la joie. Partout où tu passes, c'est la même chose, dans les taxis comme dans les festivités de mariage (machuhuli), dans les maisons comme dans les places publique le phénomène Hayasa bat son plein.*



Tu ne peux pas la rater, amplifiée par le phénomène digitale où les chansons sont facilement accessibles (téléchargements), Hayasa est devenue en un laps de temps record la chanson la plus suivie et la plus entonnée par les comoriens au cours de ce mois d'août finissant. Plus personne n'est insensible à cette chanson, les jeunes, les moins jeunes, toutes les catégories y passent. Avec des mots

simples, l'auteur Mme Ridhoi est parvenue à capter l'attention de son auditoire. « Hayasa est un mot qui évoque l'ambiance, avant il était utilisé dans les Ngoma za Madjini ou le Wadaha à la fin pour donner

beaucoup plus d'ambiance », disait Ridhoi dans une interview qui sur les réseaux sociaux.

Cette allusion aux esprits est peut-être la cause qui fait qu'à chaque fois que cette chanson est

lancée quelque part, les gens semblent pris dans une sorte de transe. Ye Wutsu Chinda Le Tchindo Nende Ho Dingoni, Mtcezo Haiba Haiba Ho Mtsandzani...Hayasa, Shime Shime Marseille Ho Mtsandzani ... Hayasa, sont parmi les passages qui galvanisent le public. L'auteur de l'opus qui n'est pas à son premier essai, est connu dans le milieu surtout en France pour être l'une des meilleures chanteuses comoriennes.

Avec cette chanson, elle rentre un peu plus dans la légende de la chanson comorienne, celle-ci restera à jamais comme celle qui la personifie le plus. Si la chanson lui colle à la peau, elle lui appartient pas pour autant. C'est une chanson commandée par l'association «

beauté des îles de Marseille » un groupe qui regroupe des femmes comoriennes qui vivent à Marseille, connues pour leur ambiance dans les mariages dans la cité phocéenne.

Sur l'impact de la chanson auprès du public et d'un point de vue sociologique, certains n'hésitent à trouver « une forme de dégénérescence collective ». Les plus pessimistes évoquent même « les signes de la fin du monde ». Ce qui est sûr, cela traduit les maux d'une société en manque de repères où la moindre banalité peut se transformer en un phénomène sociétal. Le caractère éphémère de ces phénomènes en est le dénominateur commun. "Beauté des Iles Wandjia Sontsi Rimaruha"

AS Badraoui

## AZALI À LA 8ÈME TICAD À TUNIS

## Le plan Comores Emergent au cœur des discussions

*Le Président de la République, Azali Assoumani, était parmi les chefs d'Etat africains qui ont participé à la 8ème édition de la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD) qui s'est tenue les 27 et 28 août 2022, à Tunis. Plusieurs sujets ont été débattus dont le Plan Comores Emergents.*



Plus d'une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains ainsi que des représentants d'institutions internationales et régionales ont participé à ce grand rendez-vous entre l'Afrique et le Japon, portant sur la thématique "Économie". Dans son intervention à la plénière de la première séance, samedi dernier, le président comorien, Azali Assoumani, a tenu à renouveler son appel aux partenaires au développement à soutenir les Comores pour réaliser le Plan Comores

émergentes (PCE). « Le Plan Comores Émergents 2030 présenté lors de la conférence des partenaires à Paris, les 2 et 3 décembre 2019, qui a eu le soutien de la communauté des partenaires, reste la réponse adéquate pour hisser le

pays sur une trajectoire de croissance soutenue et durable », avance Azali Assoumani.

Le chef de l'Etat a exprimé la nécessité de mettre en œuvre un programme de relance économique, afin d'engager les partenai-

res des Comores dans la concrétisation du financement du PCE. Devant ses paires, le locataire de Beit Salam a évoqué l'organisation d'un séminaire gouvernemental qui aura lieu à Moroni, au mois de novembre prochain, dans le but de

répondre aux impacts négatifs de la Covid-19 et de la guerre en Ukraine, mais aussi pour remobiliser les partenaires au développement. « Mon gouvernement est à pied d'œuvre, pour réussir cet événement pour lequel, je lance ici, un appel à votre participation active », poursuit-il, tout en réaffirmant que le pays attend beaucoup de cette mobilisation qui contribuera aussi bien au progrès des Comores qu'à celui du continent africain.

Ce fut une occasion pour le Chef de l'Etat au cours de ce grand rendez-vous nippon-africain, de rendre un grand hommage au Japon pour, son engagement à travers la TICAD, dans les initiatives de développement socioéconomique en Afrique et sa décision louable, d'alterner la tenue de cette Conférence entre le Japon et l'Afrique.

Ibnu M. Abdou

## PÉNURIE DE RIZ À ANJOUAN :

## Aucune date pour l'arrivée d'une nouvelle cargaison

*C'est une véritable course contre la montre pour le gouvernement et l'assemblée nationale, face à l'inflation qui tend à se généraliser dans le pays. Les pénuries des produits de première nécessité se succèdent à l'instar du riz ordinaire. A la JAF de Mutsamudu, une réunion d'urgence s'est tenue pour appeler la population à la patience en attendant des solutions à long terme contre la crise économique qui s'accroît.*

des insultes. La centaine de personnes invitées à cette réunion ont applaudi les propos du Président de l'assemblée Moustadroine Abdou, adressés aux gens qui les insultent. « Ceux qui au lieu d'apporter des réflexions en cette dure période, se plaisent à proférer des insultes et des injures en racontant des commérages, ont un problème d'éducation », regrette-t-il. Et de répondre avec véhémence aux opposants d'Azali, en estimant que « celui qui applaudit le malheur des autres, doit s'attendre qu'à son tour, cela peut lui arriver, or nous cherchons des solutions, nous vous demandons pardon et nous tenons à vous rappeler

que le chef de l'Etat ne voudrait pas faire subir une situation pareille à son peuple ». Visiblement agacé par la critique des détracteurs du pouvoir, le président de l'Assemblée demande à la population d'implorer le seul d'Allah.

Le secrétaire général du gouvernement Daniel Bandar tente à son tour de calmer les esprits en expliquant que tant d'autres pays sont aussi confrontés à cette crise. « On n'est pas en mesure de préciser une date pour l'arrivée d'une nouvelle cargaison de riz, mais nous vous rassurons que le gouvernement cherche une solution très fiable et pérenne », dit-il. Et de botter en tou-

che la proposition de certains opérateurs économiques de libéraliser l'importation du riz ordinaire. « Libérer l'importation du riz ordinaire est certes une proposition. Mais on peut s'interroger si le riz de luxe est vendu quelque part ici à Anjouan » s'interroge-t-il, car à l'en croire « le problème ne vient pas du monopole du riz (accordé à l'ONICOR, ndr) ».

Quant au ministre de la jeunesse et des sports n'a pas souhaité commenter la question selon laquelle le gouvernement est incapable de fournir du riz à sa population. Il préfère laisser la question aux techniciens concernés. Selon lui « le

Président de la République a pris ce dossier en main, c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Les efforts se font et se feront jusqu'à traverser l'autre rive et revenir au calme ». Les consommateurs doivent donc prendre leur mal en patience, puisque le gouvernement et l'assemblée n'osent se hasarder de fixer encore une date improbable. Mais pour le SGG, la météo peut aussi retarder une cargaison, il serait donc imprudent d'avancer une prévision.

Nabil Jaffar

Un message fort est lancé à la place des gens qui s'opposent au gouvernement par



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres



## Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (P171361)

Référence : 2022-065-EIE.PAR-UGP-PRPKR

### Sélection de consultants par les emprunteurs de la banque

#### « SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT (OU CABINET) POUR L'ÉLABORATION DES ETUDES D'IMPACTS ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (EIES), ET DU PLAN DE RELOCALISATION TEMPORAIRE (PRT) DE-LOGEMENT »

Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de relèvement Post-Kenneth et de résilience (PRPKR), a reçu un financement de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour recruter un CONSULTANT (OU CABINET) pour appuyer l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à réaliser des Etudes d'Impacts Environnementale et Sociale (EIES) et du Plan de Relocalisation Temporaire (PRT) des Logements.

#### 1. Les Objectifs de la mission :

Dans le cadre du composante 1.1, outre les travaux de réhabilitation et de construction inclusive d'infrastructures communautaires dans les communes sélectionnées, des travaux de reconstruction de BTP et de génie civil auront lieu pour la reconstruction d'unités de logements résilients et résistants aux aléas climatiques et aux tremblements de terre au bénéfice des personnes impactées par le cyclone Kenneth dans les zones classées priorité 01 dans le territoire national au niveau de trois îles.

→ **L'objectif général de l'EIES** est d'identifier et d'analyser tous les impacts environnementaux et sociaux directs, cumulatifs, indirects ou induits majeurs et proposer des mesures d'atténuation à court, moyen et longs termes afin d'améliorer l'environnement naturel et social des heureux bénéficiaires.

→ **L'objectif principal du PRT** est d'identifier et procéder à une évaluation rapide des impacts du projet et les personnes affectées par le projet (PAPs) en raison principalement de la reconstruction des logements des ménages sélectionnés et de la nécessité pour eux de se déplacer temporairement pendant la reconstruction et l'aménagement et de réintégrer les sites des nouveaux logements reconstruits.

#### 2. Les services de prestation demandés au consultant au profit de l'Unité de Gestion du Projet sont de manière non limitative :

##### A. Les requis à l'élaboration de l'EIES des Logements :

L'EIES doit inclure toutes les installations et structures auxiliaires ou connexes et hors site nécessaires aux travaux (Carrières, Gîtes d'emprunt, les routes de connexion sur le chantier de construction de logement, la base vie, etc.) y compris, la ligne de distribution ou d'interconnexion entre autres, les impacts environnementaux et sociaux liés à la construction de logement.

##### B. Les requis à l'élaboration de PRT des Logements :

Les principales tâches à accomplir par le bureau d'étude sont les suivantes : L'identification des impacts du projet et de la population affectée par composante 1.1 :

**Cela comprend** :- La cartographie des zones potentiellement concernées par le sous-projet ; -Le recensement des populations affectées (pré-identifié par le projet) ; - L'inventaire des activités et les biens mobiliers des personnes bénéficiaires éligibles au cours de la période de relocalisation temporaire ; - Si les structures à usage commercial (petit commerce de quartiers) appartenant aux bénéficiaires éligibles sont touchées, entreprendre une évaluation de la mobilité de ces structures et de la perte potentielle de clientèle pendant la période transitoire ;

- Les études socio-économiques, l'analyse des enquêtes et des études similaires ; - La consultation des personnes affectées concernant les avantages de l'assistance et les opportunités de développement de leur bien-être.

##### 3. Renseignements à fournir :

L'UGP invite les consultants (« CABINETS ») légalement constitués et éligibles à manifester leur intérêt à fournir leur prestation pour la mission décrite ci-dessus. Ce dossier de manifestation d'intérêt doit comprendre : **i. Une lettre de manifestation d'intérêt et Les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les prestations (liste et informations sur les contrats similaires exécutés).** **ii. Une**

**attestation de bonne fin des contrats similaires, carte fiscale, etc.).** **iii. Des CV des personnes affectées par l'AMI**

Les Consultants (ou Cabinets) peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives pour la forme de groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant mais doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les partenaires sont conjointement et solidairement responsables de l'intégralité du contrat s'ils sont sélectionnés. Profil du consultant et critères de l'évaluation :

a. Le consultant (Cabinet) intéressé, doit répondre aux critères des domaines spécifiques recherchés : Qualifications requises à l'élaboration de l'EIES : - Avoir au moins 10 ans d'expérience dans la conduite d'études environnementales et sociales de grande envergure. - Disposer d'une équipe technique professionnelle hautement qualifiée et possédant une expérience confirmée en matière de développement durable et de promotion des droits des communautés dans la résilience au changement climatique. - Avoir des expériences/connaissances dans le domaine du secteur de logement. - Une expérience avérée dans la mise en œuvre de projets financés par la Banque mondiale sera un avantage. - L'équipe devra maîtriser le Français, l'Anglais et le Comorien et inclure des expertises techniques susceptibles de lui permettre de répondre pleinement aux exigences des présents termes de référence.

Les profils suivants sont recherchés au sein de l'équipe : - Un expert en Gestion Environnementale et Sociale ayant un diplôme universitaire au moins de niveau Bac+5 en sciences de l'environnement ou sciences apparentées à l'environnement (biologie, géographie, géologie, agronomie, aménagement du territoire, ...) et 10 ans d'expériences et des références avérées dans la conduite d'EIES, PGES et autres documents de sauvegarde environnementale et sociale. - Un expert en logement avec une connaissance avancée en aménagement et reconstruction de logements résilients et résistants aux changements climatiques. - Un expert en réinstallation et notamment en relocalisation temporaire avec au moins 10 années d'expérience pertinente dans des projets internationaux, expertise dans l'application et la mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation et de Plan de Relocalisation Temporaire conforme aux normes de l'IFC et/ou de la Banque Mondiale ou autre institution multilatérale, idéalement dans le secteur Logement; une expérience en processus de concertation avec les parties prenantes et d'évaluation de l'impact social conformément aux normes de performance de la Banque Mondiale et aux dispositions légales comoriennes sur la réinstallation et la relocalisation temporaire. - Un expert socio-économiste comorien ayant une expérience avérée dans la réalisation de PAR pour la Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement ou autre institution multilatérale. - Un expert local sur les questions genre et des VBG.

b. Le consultant (Cabinet) intéressé, doit répondre aux critères des domaines spécifiques recherchés : Qualifications requises à l'élaboration de PRT

Le Bureau d'Etudes est responsable de proposer le profil et le personnel qualifié requis pour entreprendre les études. L'expérience de missions similaires et de la région est particulièrement pertinente. Cela nécessitera un fort leadership de l'équipe du Bureau d'Etudes en matière d'analyse socio-économique, de planification et de gestion et de plan d'action de relocalisation temporaire. Ainsi, le Bureau d'Etudes proposera au minimum un spécialiste social senior avec les qualifications suivantes : - Planificateur principal du développement social qui doit posséder une qualification minimale d'un diplôme BACC +5 ou de troisième cycle en études de développement, démographie, sciences sociales ou tout autre domaine connexe, avec au moins 10 ans d'expérience de niveau supérieur progressif dans la planification socio-économique de projets d'infrastructure modérés à majeurs. Une partie importante de cette expérience doit être acquise en Afrique subsaharienne et dans le traitement des questions de

réinstallation involontaire et notamment de relocalisation temporaire.

(i).Le cabinet doit avoir démontré (e) son expertise dans la conception et la mise en œuvre de programmes de collecte et d'analyse de données socio-économiques pour soutenir les études de faisabilité et la préparation des plans d'action de réinstallation, de relocalisation temporaire et des plans de restauration des moyens de subsistance (PARME) requis par les gouvernements nationaux et les organismes de prêt internationaux, en particulier la Banque mondiale. (ii).Il doit avoir démontré (e) sa capacité à travailler efficacement avec des clients du secteur public et à mettre en œuvre des programmes de consultation efficaces avec les populations de la zone du projet, notamment en Afrique subsaharienne. (iii).Il doit avoir d'excellentes compétences en communication orale et écrite en français. La maîtrise de la langue comorienne serait un atout.

**Le cabinet doit justifier d'autres experts** :- Les autres experts qui soutiendront l'équipe susmentionnée peuvent inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants : - Scientifique de l'environnement ; - Expert en genre et VBG/SEA ; Spécialiste des sciences sociales ; Spécialistes de la restauration des moyens de subsistance (évaluateurs, registre des actifs, agents, etc.) ; Spécialiste de l'engagement et de la consultation des parties prenantes ; Expert en SIG/études et Archéologue et spécialiste du patrimoine culturel. Les experts ci-dessus auront de préférence une expérience des projets dans le secteur d'activités Logement. Ils doivent être titulaires d'une licence au minimum et avoir une expérience pertinente de 3 à 5 ans. Les consultants (Cabinets) sont encouragés à utiliser des hommes et des femmes dans l'équipe d'étude. Cela peut être un avantage en cas de score égal.

Le dossier de manifestation d'intérêts doit être rédigé en Français. L'UGP se réserve également le droit d'annuler la procédure de constitution de liste restreinte et de rejeter tous les dossiers de candidature à tout moment, sans pour autant encourir une responsabilité quelconque vis-à-vis des cabinets postulants. Durant l'évaluation des dossiers, l'UGP se réserve le droit de demander aux cabinets postulants des éclaircissements et des informations complémentaires sur les renseignements fournis dans les dossiers de candidature

#### 4. Méthode de sélection du Consultant

Les Consultants (Cabinets) seront sélectionnés conformément à la méthode suivante : Sélection Fondée sur la Qualité du Consultant (SFQC) en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI), édition de juillet 2016.

#### 5. Dépôt de la manifestation d'intérêt

Les manifestations d'intérêts doivent être déposées en présentiel ou par courriel électronique **du Lundi au Vendredi de 08 heures 30 à 15 heures 30** aux adresses (cor.ugp.prpkr@gmail.com, rpm.ugp.prpkr@gmail.com, rpse.ugp.prpkr@gmail.com, apm.ugp.prpkr@gmail.com) avec la mention « **CANDIDATURE AU POSTE D'EXPERT POUR L'ÉLABORATION DES ETUDES D'IMPACTS ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (EIES) ET PLAN DE RELOCALISATION TEMPORAIRE (PRT) DE-LOGEMENT** » à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le 12 septembre 2022 à 14h00.**

**Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PRPKR « Manifestation d'intérêt Référence :2022-065-EIE.PAR-UGP-PRPKR, au Bureau du PRPKR. MATUAFTT, Unité de Gestion du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience ; Rue Corniche Sis à l'Ex-projet PALU, Bat. DGEAT 2ème étage, BP 12 Moroni, Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres à Moroni-Union des Comores, BP 12 - Moroni – COMORES, Téléphone : +269 332 15 85/+269 339 04 16/+269 343 86 07**

## SANTÉ PUBLIQUE :

# Restitution de la mission conjointe d'évaluation des activités de lèpre

*Pour partager le constat du travail fait sur le terrain par rapport à la prise en charge des cas de lèpre, au suivi des cas de lèpre, l'implication de structures décentralisées à la prise en charge, le ministère de la santé et l'OMS ont convié les acteurs de la lutte contre la lèpre à une réunion de restitution des activités faites sur le terrain.*

L'OMS en collaboration avec le ministère de la santé a organisé mercredi 24 août dernier à Moroni, une réunion de restitution de la mission conjointe d'évaluation des activités de lèpre dans le pays. Cette réunion a vu la présence des acteurs représentant des secteurs de santé, les acteurs impliqués dans la lutte contre la lèpre notamment la direction de l'eau, de l'environnement, etc. L'objectif est de partager le constat du travail fait sur le terrain par rapport à la prise en charge des cas de lèpre, au suivi des cas et par rapport à l'implication des structures décentralisées à la prise en charge. Dans son allocution, Dr Nassuri Ahamada qui représentait le représentant de l'OMS a expliqué que l'analyse des données épidémiologiques disponibles permet d'être optimiste même si l'objectif général de l'OMS de moins de 1 cas pour 10 000 habitants, n'est pas enco-

re atteint.

Il y a lieu de souligner que le pays progresse vers l'élimination. De 2017 à 2020, la prévalence de la lèpre est passée de 4,58 à 2,13 pour 10 000 habitants, soit une réduction de presque 50% pendant quatre ans. « Cet optimisme est justifié également par la ferveur manifestée par les hautes autorités du pays, le plaidoyer soutenu pour la mobilisation d'avantage de ressources, la détermination et le dynamisme des équipes qui sont sur le terrain. Les recommandations objectives et opérationnelles issues de cette évaluation conjointe permettront de mieux baliser le processus d'élimination de la lèpre avec des approches innovantes et holistiques », dit-il, tout en saluant les efforts indéniables des partenaires et d'acteurs clés. D'après lui, les résultats attendus ne sont autres que l'intégration des activités de lèpre dans les autres programmes mais aussi d'impliquer davantage les autres secteurs comme l'environnement, hygiène et assainissement dans la lutte contre la lèpre.

Le président de l'association internationale de la lèpre, Dr Johnson Roch Christian a donné un avis direct par rapports aux activités faites. Selon lui, il apparaît clairement que beaucoup de choses ont été faites. « Aujourd'hui nous sommes à la resti-



tution pour le partage de l'évaluation de ces deux interventions qui visaient seulement à accélérer la lutte contre la lèpre. Je salue tous les acteurs de la lutte contre la lèpre et je voudrai reconnaître toutes les déterminations, les sacrifices qui ont été consenties afin que les résultats quoique partiels que nous avons pu atteindre, avance-t-il. Il paraît clairement que les services lèpre de l'Union des Comores sont des services de qualité cela transparait à travers les indicateurs de qualité de service, une cou-

verture en polychimiothérapie presque à 100%, c'est un record. La qualité de la détection également qui se traduit par la proportion des malades avec une infirmité invisible qui est très faible ».

Rappelons qu'en 2017, de manière concertée avec les autorités du pays, l'OMS a organisé la visite officielle de l'ambassadeur de bonne volonté de l'OMS Sasakawa qui a été reçu par les hautes autorités du pays et a effectué une visite de terrain qui a permis à de se rendre compte de la

réalité de la lèpre dans le pays. Cette visite a été suivie par la mobilisation des ressources additionnelles qui ont permis l'organisation de la Maxi campagne d'Élimination en 2019 suivie en 2020 et 2021 des mini-campagnes ciblées et le renforcement des activités de routine avec une augmentation du nombre des cas détectés et mis sous traitement et une réduction de la transmission de la maladie

Andjouza Abouheir

## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Commissariat National à la Solidarité, à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre

Direction Nationale de la Solidarité et de la Protection Sociale



جمهورية القمر المتحدة  
وحدة - تضامن - تنمية  
وزارة الصحة والتضامن والرعاية الاجتماعية والتجاس  
مفوضية شؤون التضامن والرعاية الاجتماعية  
والتجاس

Réf. N°22 \_\_\_\_\_ / MSSPSPG/CNSPSPG/CN

Date: le 16/08/2022

## AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

**Intitulé du Poste: Recrutement d'une (e) consultant (e) national(e) pour la collecte des données de base des indicateurs du programme de soutien à la protection des femmes et des enfants aux Comores, financé par l' «Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA)»**

Le Commissariat National à la Solidarité; à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre sis dans le quartier Djoumoimoudji-Moroni derrière le bâtiment Ridjali sur la route menant à la préfecture du centre, a reçu un financement de l'Agence Onusienne pour la protection des droits de l'Enfance et de Famille «UNICEF», dans le cadre du financement du programme de soutien à la protection des femmes et des enfants aux Comores, afin de recruter un(e) consultant (e) national (e) qui sera chargé (e) de réaliser la «collecte de données de base des indicateurs pour le développement d'une approche intersectorielle pour prévenir et répondre à la violence contre les enfants et les femmes et soutenir les interventions de changement de comportement au sein de la famille et au niveau communautaire».

### Compétences et expériences du-de la consultant(e)

Le-La consultant(e) chargé(e) de la réalisation de cette enquête doit disposer des qualifications suivantes:

- Un diplôme de niveau BAC + 4, en statistiques, écono-

métrie, ou en sciences économiques;

- Un minimum de 5 années d'expérience démontrable dans la conduite des enquêtes, recensements, l'analyse de données et le reporting (dont au moins trois opérations de terrain en tant que Contrôleur, Chef d'équipe ou Superviseur);
- Bonne connaissance des problématiques liées aux droits des enfants aux Comores et du contexte administratif et social comorien;
- Bonne maîtrise de l'outil informatique notamment les logiciels de gestion et de traitement des bases de données (capacité d'utiliser un logiciel d'analyse de données clés, par ex. STATA, SPSS, CPro, SAS, etc.)
- Bonne maîtrise de la langue Nationale (SHIKOMORI) et capacité à expliquer les résultats des données de manière simple;
- Avoir de bonnes capacités de rédaction et d'expression en français.

Pour tout complément d'informations et retrait des termes de références de la consultation, prière de s'adresser à la

Direction Nationale de la Solidarité et de la Protection sociale au siège du commissariat National. **Téléphones mobiles: (+269) 3342230-(269) 3312066**

**Durée de la Consultation:** la durée totale de la consultation est estimée à 8 semaines.

**Constitution du dossier : le dossier de candidature doit être constitué de :**

- Une offre technique comprenant une lettre de motivation, diplôme, un CV, des références des travaux similaires et une note méthodologique ;
- Une offre financière ;

**Dépôt du dossier de candidature:** la date limite pour le dépôt du dossier de candidature est fixée le **10 Septembre 2022 à 14h30 à la Direction Nationale de la Solidarité et de la Protection Sociale.**



# UNION DES COMORES

.....  
Unité – Solidarité - Développement  
\*\*\*\*\*



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



*Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)*

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

## SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

### APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) TECHNICIEN (NE) SPECIALISE (E) EN INCLUSION FINANCIERE

**Date de l'avis : 26 Août 2022**

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un (e) technicien (ne) spécialisé (e) en inclusion financière afin de compléter l'équipe de l'Unité de gestion.

#### 2. Objectif :

Ce projet d'investissement est conçu pour soutenir le développement du secteur financier compatible avec une croissance inclusive. Plus précisément Le Projet d'appui au développement du secteur financier (P166193) vise à accroître l'efficacité de la prestation de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises PME ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

#### 3. Mission et Responsabilités du (de la) Technicien(ne) spécialisé(e) en inclusion financière

##### a. Mission

Sous la supervision du Coordonnateur de Projet, le (la) Technicien(ne) spécialisé(e) en inclusion financière a pour mission de mettre en œuvre les activités qui lui sont allouées.

Le (la) Technicien(ne) spécialisé(e) en inclusion financière travaillera de façon étroite avec les entités ci-après et assurera le rôle d'interface entre l'Unité de Gestion du Projet et ces dernières : la Banque Centrale des Comores, le Ministère des Finances et certains départements ministériels bénéficiaires, le Ministère de l'Education Nationale, la Caisse de Retraites, des institutions financières bénéficiaires, telles que les banques et les Institutions de Microfinance (IMF) et l'APBEF.

##### b. Description des activités

Le (la) Technicien(ne) spécialisé(e) en inclusion financière sera essentiellement en charge du suivi des composantes 1.2 et une partie de la composante 1.3 du projet. De manière spécifique, les activités à réaliser sont présentées dans les paragraphes qui suivent.

Faciliter l'Accès et l'Usage de Services financiers numériques : Campagne d'éducation financière :

- Participation et supervision des échanges et réflexions pour le plan de mise en œuvre des activités de campagne d'éducation financière, notamment avec les institutions financières ;
- Accompagner la définition et la mise en œuvre de la stratégie sur l'éducation financière, incluant le plan de communication.

#### Amélioration du cadre de protection des consommateurs

-Participation aux échanges et réflexions sur le renforcement de la réglementation et la supervision de la protection des consommateurs de produits et services financiers ;

- Réalisation des activités techniques dans les étapes du processus de recrutement d'une ou des firmes chargées de renforcer la réglementation et la supervision de la protection des consommateurs de produits et services financiers auprès de la Direction de la Surveillance des Banques et Etablissements Financiers et de la Réglementation (DSBR) de la BCC, et suivi de la mise en œuvre de leurs prestations ;

#### Amélioration et l'extension des réseaux d'agents

- Définition de l'étude et la stratégie d'extension des réseaux d'agents ;

- Appuyer le processus d'acquisition du matériel et des logiciels pour les institutions financières nécessaires pour créer et développer des réseaux d'agents bancaires.
- Matériel et logiciels pour les institutions financières afin de développer des réseaux d'agents bancaires et marchands.

#### 4. Durée du travail du consultant :

La durée du contrat est de 5 mois renouvelable après confirmation de la qualité de travail fourni.

#### 5. Profil du Consultant :

Le Consultant devra disposer des qualifications ci-après :

- Diplôme Maitrise (Bac+ 4) en économie, finances, gestion ou équivalent ;
- Expériences professionnelles d'au moins cinq ans dans un poste similaire ;
- Maitrise du concept d'inclusion financière et de la finance numérique ;
- Une très bonne connaissance du secteur financier comorien ;
- Une expérience dans des projets de développement, particulièrement ceux financés par la Banque Mondiale serait un atout ;
- Une aisance relationnelle de travail avec les partenaires du Projet œuvrant dans le domaine concerné, et les responsables chargés de l'exécution du Projet ;
- Excellente capacité d'analyse et de synthèse, ainsi que de rédaction et présentation de rapport ;
- Maîtrise des outils informatiques nécessaires à sa fonction ;
- Maîtrise du shikomor et du Français. La connaissance de l'Anglais sera un atout.
- Méthodique, rigoureux (se), intègre,
- Maîtrise parfaite du Français, et des outils informatiques. La connaissance de l'Anglais sera un atout.

6. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans les **règlements passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016** et les mis à jour de Novembre 2017 et Août 2018.

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale).

8. Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, etc.**, doivent être déposées au standard de la Banque Centrale des Comores, **au plus tard le Vendredi 08 Septembre 2022 à 10 heures 00 min, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Madame la Coordonnatrice nationale et portant la mention: « **Recrutement d'un (e) Technicien(ne) spécialisé(e) en inclusion financière** »

9. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est (sont) :

Banque Centrale des Comores  
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier  
Housna THABIT, Coordonnatrice Nationale  
Sise à la Banque Centrale des Comores-  
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –  
Email : Housna.UGP@banque-comores.km – Anfifa.UGP@banque-comores.km